Tshibasu Mfuadi

OUI, le Congo terre d'avenir est menacé

L'Harmattan

OUI,
LE CONGO
TERRE D'AVENIR
EST MENACÉ

Tshibasu Mfuadi

OUI
LE CONGO
TERRE D'AVENIR
EST MENACÉ

L'Harmattan

Du même auteur chez L'Harmattan

Coutumes et Traditions baluba, 2004.

Le calvaire d'un diplomate du Congo-Zaïre, 2006.

© L'Harmattan, 2014
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique, 75005 Paris

http://www.harmattan.fr
diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-343-03452-2
EAN : 9782343034522

A Maman Tshibasu Mbombo Mfuamba, notre compagne de tous les jours, qui nous a entouré d'un grand soutien et de multiples conseils durant la rédaction du présent ouvrage.

A nos chers enfants et petits-enfants, à qui nous inculquons l'amour du travail bien fait et pour lesquels nous implorons la protection du Seigneur, notre Dieu Tout Puissant, dans toutes leurs entreprises.

A nos chers parents, dont nous avons hérité la peur et le respect des biens d'autrui.

A tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, œuvrent pour que la République Démocratique du Congo, notre cher et beau pays, ait un bel avenir.

Nous remercions très sincèrement Madame Laetitia Trigaux et Monsieur Anaclet Mwata Dienzela pour leurs pertinentes remarques qui ont largement contribué à l'amélioration de la qualité du présent ouvrage.

Nos remerciements les plus chaleureux s'adressent également à Mme Perrine Fourgeaud et à son équipe de l'Harmattan pour leurs conseils qui nous ont été d'une grande utilité ainsi qu'à tous ceux qui, de loin ou de près, ont contribué à la rédaction de notre ouvrage.

Avant-propos

Le présent ouvrage ne peut pas être perçu comme une manifestation d'un quelconque doute sur l'avenir du Congo, mais plutôt comme un appel au réveil de la conscience nationale qui doit s'exprimer et agir solidement, pour que notre pays ne tombe pas dans un ravin, vers lequel il se dirige, au risque d'être englouti à jamais.

Nous croyons toujours en ce que notre héros national, Patrice Emery Lumumba, avait écrit dans sa dernière lettre à son épouse, lettre qui peut être considérée aujourd'hui comme un véritable testament pour sa famille et pour son pays : *« l'avenir du Congo est beau »*.

Oui la République Démocratique du Congo a un bel avenir. Mais pour y parvenir, son peuple doit sérieusement travailler. C'est la raison pour laquelle Lumumba, reconnaissant la nécessité du travail bien fait, pour pouvoir jouir du bonheur tant attendu, ajouta dans cette lettre que l'avenir de notre pays *« attend de chaque Congolais d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de notre indépendance et de notre souveraineté »*. Il s'agit là, pour tout citoyen congolais, de bien travailler pour l'intérêt supérieur de la nation.

De fait, la grandeur d'une nation se mesure non seulement en fonction de ses dimensions géographiques et de son importance démographique, ni uniquement à cause de ses ressources naturelles, mais aussi et surtout en tenant compte de ses capacités à se prendre en charge et à définir elle-même ses plans et programmes nécessaires pour le fonctionnement de ses institutions, plus particulièrement en matière de son développement et de sa protection en tant qu'entité souveraine et indépendante.

Cela dénote le niveau d'organisation de cette nation qui demeurera toujours ce qu'elle veut être, sans devenir en aucun moment ce que d'autres peuples voudraient qu'elle soit. Il s'agit

là d'une réelle prise de conscience qui incombe à tous les ressortissants de cette nation, sans se limiter aux seuls dirigeants du pays, bien que ces derniers aient le devoir de conscientiser tout le peuple, pour que chaque citoyen comprenne qu'il a un rôle à jouer dans le programme de redressement national.

Cette prise de conscience est souvent le corollaire de la manière dont les citoyens se sentent traités dans leur propre pays. La répartition équitable de divers avantages au niveau national peut contribuer à renforcer leur détermination à œuvrer pour la cohésion de tous. Dans le cas contraire, c'est malheureusement le déchirement que l'on constate. C'est ce que l'on remarque dans des sociétés où règne la discrimination et où la justice s'applique à double vitesse.

Grâce à l'immensité de son territoire, à sa population nombreuse et à ses innombrables ressources naturelles, la RDC peut parvenir à jouer un grand rôle dans le concert des nations si son peuple, conscient de cette grandeur, travaille avec détermination, pour améliorer sa position dans le monde et renforcer ses capacités de conception de son action au niveau national et sur le plan international. Le Gouvernement congolais devra s'y mettre et adopter des plans d'urgence pour la protection du pays et de tout ce qui s'y trouve, ainsi que pour son développement.

Autrement dit, les Congolais devront être conscients et fiers de l'immensité de leur pays, de sa population et de ce qu'il possède comme ressources naturelles. Lesquelles ressources doivent être mises en valeur, par un travail acharné, en vue de donner au Congo les moyens pouvant lui permettre de faire face à ses problèmes de développement et de modernisation, et de faire entendre sa voix dans le monde. Ils devront par ailleurs savoir mesurer la profondeur de leurs responsabilités envers leur propre pays, ce bien précieux qu'ils doivent aimer et protéger contre toute menace née de l'envie d'autres peuples qui veulent lui arracher en tout ou en partie ce dont il a été doté par la nature.

Par ailleurs, les dirigeants congolais, à quelque niveau qu'ils se trouvent, devraient savoir qu'ils ont le devoir d'œuvrer pour assurer la grandeur de leur pays et d'écarter toutes les

anomalies qui risqueraient de perturber son unité et de compromettre son avenir. Ils devraient, partout et en tout moment, adopter un langage rassembleur et combattre tout esprit de discrimination ainsi que le langage et le comportement de promotion d'identité culturelle. Ils devraient également prévenir et corriger toutes les erreurs, passées et présentes, pour faire sentir à tout le peuple congolais et à la communauté internationale leur détermination à présenter à la face du monde un pays prospère et sécurisé, dont le peuple vit dans la grande cohésion et loin de tout sentiment de frustration, dans l'espoir d'un avenir meilleur.

Pour être efficace, l'action du gouvernement devra bénéficier du soutien de la population elle-même, chaque citoyen congolais devant comprendre la nécessité d'être ensemble, dans l'unité et la solidarité, pour que le Congo soit à l'avenir un Etat prospère et fort. Chacun devra combattre tout ce qui tend vers la division du peuple congolais car, en luttant dans l'ordre dispersé, on ne peut jamais arriver au bon résultat. Tous les compatriotes doivent s'aimer comme des frères et sœurs, car ils sont tous ressortissants d'un seul et même pays, la République Démocratique du Congo.

L'Auteur

Introduction

Dans son livre intitulé "*Le Congo Terre d'avenir Est-il menacé*", rédigé à l'époque où le Congo était une colonie belge, mais publié après son atroce assassinat, Patrice Emery Lumumba, le premier Premier ministre du Congo, s'inquiète de l'avenir de son pays, compte tenu du comportement irresponsable de ses nombreux compatriotes et de l'agissement inconsidéré de certains ressortissants belges, administratifs, ceux de la profession libérale et hommes de la rue confondus, eux que les Congolais étaient en train de singer, à cause d'un complexe d'infériorité qui leur était savamment inculqué par les colonisateurs blancs, qu'ils considéraient comme un modèle à suivre dans leur vie.

Cette imitation servile aurait eu un impact considérable sur la mentalité de plusieurs compatriotes et de leurs progénitures. Après plus d'un demi-siècle de souveraineté nationale et internationale de notre pays, nombreux sont des Congolais qui voient encore dans la silhouette de l'ancien colonisateur la voie la mieux indiquée pour parvenir à leur bonheur et l'expertise nécessaire pour le développement de leur pays. Certains parmi eux ne se gênent pas d'exprimer publiquement leur souhait de le voir revenir aux affaires dans leur pays. On dirait qu'ils préfèrent le statut de colonisé à celui d'homme libre. C'est dommage.

Ce raisonnement rétrograde nous a cependant permis de comprendre le phénomène que l'on peut appeler « *partira ou ne partira pas* » que l'on observe dans quelques anciennes colonies, aujourd'hui devenues des parties intégrantes d'anciens pays colonisateurs.

Les partisans de cette thèse seraient rongés par la misère et, indignés de ne pas recevoir ce qu'ils espéraient obtenir de leur pays, songeraient à d'autres peuples en vue de trouver des solutions à leurs problèmes. Ils compteraient plus

particulièrement sur l'assistance de l'ancien colonisateur pour restaurer leur situation sociale, ignorant qu'ils sont les seuls responsables de leur bonheur ou de leur malheur, car tout dépend du travail qu'ils peuvent faire pour améliorer leur situation, étant donné que rien n'est impossible à celui qui travaille.

La dépendance mentale, née de la colonisation, dont souffrent encore de nombreux compatriotes ne facilite pas la tâche du Gouvernement dans sa délicate mission de préparer le peuple congolais à la prise de conscience collective nécessaire pour défendre sa souveraineté et assurer le développement du pays en comptant sur soi-même.

D'où la nécessité, pour l'Etat congolais, de faire de son mieux, quelles que soient les difficultés rencontrées, afin de parvenir à la décolonisation mentale réelle et profonde de tout son peuple, en vue de mieux l'orienter vers la meilleure voie basée sur l'amour du travail pour assurer un avenir meilleur.

Tout Congolais devra savoir qu'il a les mêmes capacités humaines que son ancien colonisateur. C'est l'organisation interne à chaque groupe qui le différencie de l'autre. Le niveau du développement socio-économique de l'ancien maître est certes de loin supérieur à celui du Congolais. Ce dernier devra faire de son mieux pour ne pas croiser les bras et attendre que l'ancien colonisateur revienne le secourir. Il devra changer de mentalité et travailler avec détermination, conscient qu'il peut réussir, s'il a la volonté de le faire, comme disait Mr Barack Obama, candidat à la présidence des Etats-Unis d'Amérique en 2008 : *« Yes, we can »* (Oui, nous pouvons), qui a réussi à devenir le premier noir à être élu président de la première puissance du monde.

Cette élection est une leçon de démocratie pour d'autres pays du monde, le nôtre compris. Elle a été rendue possible par la confiance du candidat en lui-même, sa détermination pour réussir et sa brillante préparation avec de bonnes idées qui ont été appréciées par la majorité du peuple américain. Sa réélection en novembre 2012 a été saluée partout dans le monde comme la preuve de la clairvoyance de ce peuple.

Il est douloureux de constater que beaucoup de jeunes congolais semblent évoluer avec le complexe des colonisés, eux

qui n’avaient pas connu la période coloniale. Ce qui retarde leur prise de conscience, en vue de contribuer aux programmes de développement de leur pays ; pourtant, l’essentiel en ce qui concerne tout plan de développement est l’organisation du travail et le changement de comportement de chacun.

Le livre de Patrice Emery Lumumba devra interpeller tout celui qui considère la République Démocratique du Congo comme son pays, son bien le plus précieux qu’il doit aimer et protéger à tout prix, ainsi que toute personne éprise de justice et de paix, toujours déterminée à se conduire dans le droit chemin, dans le respect des droits des autres, puissants ou pauvres, ceux du peuple congolais non exclus.

C’est cette interpellation que nous avons eue à l’Université Nationale du Zaïre (UNAZA) - Campus de Lubumbashi, où nous préparions (de 1971 à 1975) notre diplôme de licence en Relations Internationales, quand nous avons eu, pour la première fois, le privilège de lire ce livre à la Bibliothèque C.E.P.S.E. (Centre d’Etudes Politiques, Sociales et Economiques) de la Société minière GECAMINES (Générale des Carrières et des Mines), que nous fréquentions en compagnie d’autres étudiants.

Nous avons eu à relire le même livre en septembre 2005, à la Bibliothèque Royale de Bruxelles, pour nous décider d’ajouter notre modeste contribution à la lutte nécessaire que tout congolais doit mener, pour la prise de conscience nationale vis-à-vis du danger qui guette notre pays, danger qui a été décelé par notre Héros National, qui continuait à croire en l’avenir de notre pays jusqu’à sa mort, comme il l’a souligné dans sa dernière lettre à son épouse.

Dès l'accession du Congo à l'indépendance, l'inquiétude de Lumumba n’a pu que se justifier très rapidement. En effet, en moins de quatre jours de son existence en tant qu'Etat indépendant, le Congo a dû faire face à une mutinerie de ses forces armées, officiellement mécontentes de se retrouver aux mêmes grades qu'à l'époque coloniale, contrairement aux civils qui avaient connu une fulgurante ascension allant jusqu'au sommet de l'Etat.

Les officiers belges, considérés comme des remparts à leur promotion, ont été pris pour cibles par des militaires congolais

qui gardaient encore frais en leur mémoire de mauvais souvenirs de leur comportement. Et la phrase « *Après l'indépendance = Avant l'indépendance* »[1] écrite au tableau le 5 juillet 1960, devant des cadres militaires congolais en colère, par le Général Janssens, reconduit à la tête de l'armée congolaise par les nouvelles autorités du pays, peut être considérée comme de l'huile jetée sur le feu.

Ce fut le moment choisi par certains fils du pays pour embraser le Congo, le rendant ingouvernable, ou faire sécession des régions acquises à leur machination. L'Etat du Katanga a vu le jour le 11 juillet 1960, soit le douzième jour de notre indépendance, suivi un mois plus tard, le 8 août 1960, de celui du Sud-Kasaï, deux régions minières sur lesquelles devrait se reposer l'économie du jeune Etat.

Après neuf semaines d'exercice du pouvoir, le gouvernement Lumumba, légalement constitué, a été paralysé et remplacé par un collège des Commissaires Généraux. Ce fut le premier coup d'Etat organisé par le Maréchal (alors Colonel) Mobutu avec la complicité des forces étrangères au Congo.

Quatre mois plus tard, soit le mardi 17 janvier 1961, Lumumba fut assassiné dans le plateau du Katanga, à une cinquantaine de kilomètres de Lubumbashi, où il a été transféré le même jour, après avoir passé plus d'un mois dans un cachot du camp militaire de Banza–Ngungu (alors Thysville). Son corps et ceux de ses deux compagnons de fortune, MM. Joseph Okito et Maurice Mpolo[2], ont été découpés et dilués dans l'acide.

Cette sale besogne a été confiée à deux Belges, Gérard Soete et son frère cadet dit Soete cadet[3], les Congolais ne pouvant pas se livrer à cette sadique opération.

Il a fallu attendre plus de quarante ans pour que le Parlement belge, qui serait réveillé par le livre que Ludo De

---

[1] GERARD-LIBOIS J. et VERHAEGEN B., Congo 1960, vol.1, CRISP, Bruxelles, 1961.

[2] Joseph Okito était le 2ème Vice-Président du Sénat et Maurice Mpolo était Ministre de la Jeunesse et des Sports du Gouvernement Lumumba.

[3] Brassinne J. et Kestergat J., Qui a tué Patrice Lumumba, pp 178-184, Ed. Duculot, Louvain-la Neuve, 1991.

Witte venait de publier en 1999[4], vote une loi présentant des excuses au peuple congolais, plus particulièrement à la famille propre de Patrice Emery Lumumba, suite au tort inqualifiable fait au Congo et à sa famille par la Belgique, qui en garde encore une lourde responsabilité.

Cette reconnaissance n'a malheureusement pas été suivie d'un dédommagement qui pourrait contribuer, non à compenser la perte subie, mais à soutenir une œuvre d'intérêt public qui, comme la Fondation Lumumba créée par sa famille biologique, pourrait assurer la pérennisation du nom de notre héros national, qui est déjà immortel, et la continuité de son œuvre de conscientisation du peuple congolais pour le redressement de son niveau socio-économique.

Nous espérons que l'aboutissement de la procédure judiciaire engagée à Bruxelles par la famille Lumumba contre tous ceux qui, de loin ou de près, vivants ou morts, seraient impliqués dans son assassinat, pourrait donner plus de lumière sur l'identité des conspirateurs et les circonstances qui ont entouré cette regrettable mort qui n'a pas encore cessé de chagriner l'âme africaine et tout cœur qui en ressent toujours une profonde plaie dont on a du mal à panser. Les peines qui y seront prononcées permettront de fixer l'opinion publique internationale sur la responsabilité de chacun, et surtout de rayer cet odieux assassinat de la douloureuse liste de crimes impunis.

Au moment de l'exécution du crime tant décrié, le Congo possédait déjà quatre entités territoriales distinctes :

- La République du Congo avec Kinshasa (alors Léopoldville) comme capitale, dirigée par Joseph Kasavubu ;
- La République du Congo basée à Kisangani (alors Stanleyville), dirigée par les partisans de Lumumba, dont Antoine Gizenga en tête ;
- L'Etat du Katanga (du 11 juillet 1960 – 15 janvier 1963) avec Lubumbashi (alors Elisabethville) comme capitale, dirigé par Moïse Tshiombe ; et

[4] Ludo De Witte, L'Assassinat de Lumumba, Karthala, Paris, 1999.

- Le Royaume du Sud–Kasaï (du 8 août 1960 – 2 octobre 1961) avec Mbuji Mayi (alors Bakwanga) comme capitale, dirigé par Albert Kalonji Ditunga Mulopwe.

Cette division avait donné l'occasion aux ennemis du Congo d'enrichir le dictionnaire français d'un nouveau mot (qui s'est heureusement vite étouffé) : la *congolisation* du pays, c'est-à-dire le morcellement de celui-ci en plusieurs entités indépendantes, comme cela s'est produit bien avant en Europe Centrale avec l'éclatement des Balkans en plusieurs Etats indépendants et souverains, offrant au monde le vocable « *balkanisation* ».

La mort du leader congolais amena ses partisans à organiser un large soulèvement populaire, connu sous le nom de "rébellion muleliste", du nom de l'ancien ministre de l'Education nationale (gouvernement Lumumba) qui tomba sous le charme de la réconciliation pour être atrocement assassiné en 1969 à Kinshasa. Toutes les provinces de la République Démocratique du Congo en étaient entièrement ou partiellement affectées.

Pour faire face à l'avancée des rebelles, le gouvernement de Léopoldville (Kinshasa) fit appel à Moïse Tshombe[5], qui était en exil en Europe, pour lui confier le poste de Premier ministre. En revanche, ce dernier devait faire revenir au Congo ses troupes (ex-gendarmes katangais) basées en Angola. Celles-ci ont dû réprimer la rébellion avec le soutien et l'assistance des forces étrangères.

---

[5] L'âme de la sécession katangaise, Tshiombe Moïse est le Président de l'Etat du Katanga, de sa proclamation unilatérale le 11 juillet 1960 à sa chute le 15 janvier 1963. Pendant son exil en Europe, le gouvernement central fait appel à lui en 1964, pour devenir Premier Ministre. Il fait venir au Congo ses hommes de troupe, les ex-gendarmes katangais, exilés en Angola, alors sous la domination portugaise, pour mater la rébellion muleliste. A la suite du deuxième coup d'Etat du Général Mobutu en novembre 1965, il se réfugie une seconde fois en Espagne. Pendant qu'il préparait une action militaire contre Kinshasa, il tombe dans un traquenard lui tendu en 1967 par le français Francis Bodenan qui le livre à Alger, où on l'en voulait pour son implication dans l'assassinat de Lumumba. Il y est emprisonné et y meurt en 1969 de suite d'une crise cardiaque. Son corps a été remis à sa famille qui l'a enterré en Belgique.

A la pacification du pays, le Président Joseph Kasavubu écarta le leader katangais du pouvoir, pour le placer par un autre ressortissant de sa province, M. Evariste Kimba. Ce qui engendra une confusion que le Colonel Mobutu, récemment élevé au rang de Lieutenant Général, saisit pour faire son deuxième coup d'Etat le 24 novembre 1965 et instaurer un régime politique totalitaire qui évolua vers un parti unique, le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR).

Tous les citoyens congolais (puis zaïrois) en étaient membres, du berceau à la tombe. Les noms chrétiens des personnes furent abandonnés au profit des noms zaïrois et les noms étrangers des villes ont été changés contre leurs anciennes appellations du pays. Ce fut la période du « recours à l'authenticité », dont les effets se font encore sentir dans certains milieux.

Après quelques mois d'existence du régime Mobutu, M. Kimba fut condamné à mort et pendu dans une place publique de Kinshasa, dénommée Pont Kasavubu, en compagnie de trois autres politiciens congolais, suite à la découverte, par le régime militaire qui venait de prendre le pouvoir, d'un complot dans lequel ils seraient impliqués.

Ce complot a été perçu plus tard comme une œuvre manipulatrice des proches du régime de la Deuxième République congolaise, destinée à intimider les politiciens congolais. Ce qui ne serait pas loin de la réalité, étant donné la longévité du régime qui n'a été chassé du pouvoir, 32 ans après, que par des forces organisées en dehors du pays.

S'estimant lésés et menacés, surtout après l'arrestation et l'exécution de leur commandant, le Lieutenant-colonel Tshimpola[6], qu'ils avaient délégué à Kinshasa pour réclamer

---

[6] Le Lieutenant-colonel Ferdinand Tshimpola était le Commandant des Forces Katangaises à Kisangani, forces que Moïse Tshiombe avait fait venir d'Angola, pour combattre la rébellion muleliste. Après avoir abattu dans son bureau le Commandant de la 3ème Région militaire, le Colonel Tshatshi (dont le nom a été donné plus tard à un camp militaire de Kinshasa) qui venait lui demander en juillet 1966 de dire à ses troupes de déposer des armes pour qu'elles soient intégrées au sein des l'ANC – Armée Nationale Congolaise-, il accepta en mars 1967 de se rendre à Kinshasa, pour obtenir des soldes de ses hommes. Il est immédiatement arrêté et jugé pour l'exécution susmentionnée

leurs soldes, les ex-gendarmes katangais, aussi appelés "Diabos", regagnèrent l'Angola, leur pays d'asile.

Ne s'avouant pas vaincus, ils firent deux incursions au Congo, d'abord en 1977 puis en 1978. Chaque fois, ils se sont montrés très mordants. Et chaque fois, il a fallu l'intervention des troupes étrangères pour les déloger et les contraindre à rentrer en Angola. La première fois, les troupes marocaines sont venues à la rescousse du Président Mobutu ; la seconde fois était le tour des troupes françaises.

Ces secours ne faisaient que traduire l'état des relations que le régime de Kinshasa entretenait avec les dirigeants de quelques pays du monde, qui étaient toujours prêts à apporter leur soutien militaire, en vue de sauvegarder le pouvoir de Mobutu. Mais cela n'a pas suffi pour résister à l'avancée de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) conduite par un ancien lumumbiste, M. Laurent Désiré Kabila qui, bénéficiant du soutien populaire, est venue jusque dans la capitale congolaise chasser le régime de la Deuxième République et prendre le pouvoir.

A la différence des Diabos qui chercheraient à libérer une région du pays, celle pour laquelle leurs forces auraient d'ailleurs été constituées, l'AFDL luttait pour la libération de tout le territoire national du joug de la dictature.

La tentative de la communauté internationale demandant à M'Zee Laurent Désiré Kabila, au lendemain de la prise de Kisangani, de stopper ses troupes et de ne plus avancer vers d'autres régions du Congo devrait intriguer les cadres congolais.

On peut se demander si cela les a effleurés ou s'ils étaient toujours dans la distraction ? Ont-ils essayé de comprendre l'objectif poursuivi par les initiateurs de cette tentative ? Combien se sont-ils imaginé le spectre de la division de leur pays, que légitimerait cette communauté internationale, division qui a été évitée grâce au comportement de l'un des fils du Congo, mais qui continue encore à guetter des moments favorables, pour s'imposer à ce géant, aujourd'hui amoindri ?

---

ainsi que pour une mutinerie contre le pouvoir central. Il est condamné a mort et exécuté.

La division d'un pays, en deux ou plusieurs entités indépendantes, est une chose redoutable, surtout quand celle-ci est soutenue par la communauté internationale. De fait, il est toujours difficile de briser cet état de choses, pour permettre au pays de recouvrer son unité nationale. Le cas des Etats qui ont connu cette regrettable expérience devrait nous édifier et réveiller notre conscience, pour que notre Congo reste toujours uni. Un objectif qui n’est pas impossible si chaque Congolais y met toute sa volonté.

Il y a lieu de savoir que si M'Zee L.D. Kabila avait accepté d'arrêter ses troupes au lendemain de la prise de la ville de Kisangani, il allait bénéficier d'un soutien conséquent pour consolider les frontières de son nouveau territoire, quand, au même moment, la même communauté internationale allait soutenir Kinshasa pour lui permettre de contrôler le reste du Congo. Les Congolais allaient voir apparaître sur leur territoire deux ou plusieurs Etats souverains, dont la naissance serait favorisée par la communauté internationale, laquelle communauté resterait sourde aux lamentations des familles séparées, tout en encourageant des divisions nouvelles.

Pour libérer le Congo de la dictature mobutiste, L.D. Kabila a bénéficié du soutien des troupes étrangères. Cette participation des étrangers ne devait qu'avoir des conséquences imprévisibles.

En effet, si quelques troupes se sont retirées sans problème, le retrait de certaines autres a suscité une grande animosité, lourde des conséquences pour la République Démocratique du Congo. Tel est le cas du retrait, fin juillet 1998, des troupes rwandaises qui a été suivi, le 02 août 1998, du déclenchement d'une longue guerre, qualifiée de "guerre mondiale africaine", compte tenu du nombre de pays qui s'y sont affrontés, en faveur de l'un ou de l'autre des belligérants, entraînant la mort de plus de six millions de Congolais, hommes, femmes et enfants, décédés directement ou indirectement de ses effets dévastateurs.

Le Congo s'était de nouveau retrouvé avec plus de trois entités territoriales distinctes commandées à partir de Kinshasa, Goma, Gbadolite ou d'ailleurs. Une bonne partie du territoire national, échappant à l'autorité centrale, fut l'objet de multiples pillages touchant non seulement aux minerais, mais aussi aux

espèces animales rares et à la flore. Rien n'a été épargné. Cette situation regrettable continue encore à être enregistrée dans la partie orientale de notre pays. Elle pourrait se poursuivre pendant plusieurs années si les Congolais continuent à composer avec les ennemis de leur pays qui leur font miroiter le bonheur, tout en faisant semblant de compatir à leurs malheurs.

Le Chef de l'Etat Congolais, le regretté Laurent Désiré Kabila, a été lâchement assassiné le 16 janvier 2001, soit 40 ans après l'élimination de P.E. Lumumba, au moment où il réfléchissait, dans son bureau, sur les voies et moyens d'améliorer des conditions sociales et de santé du peuple congolais. Il est mort avant l'aboutissement de ses tentatives de réunir tous les Congolais autour d'une même table, pour résoudre pacifiquement la crise et sauvegarder l'unité du pays. La consultation nationale organisée à Kinshasa en mars 2000 et les accords de Lusaka n'ont pas suffi pour atteindre cet objectif. Son fils, Joseph Kabila Kabange, a été choisi par son entourage pour lui succéder à la Présidence de la République. Ce qui aurait épargné le pays, qui était déjà déchiré, de s'embraser davantage.

Le dialogue inter-congolais de Sun City en Afrique du Sud a conduit aux accords de Pretoria qui ont permis le déclenchement d'un long processus de réunification du pays, avec une formule expérimentale de transition, non encore connue ailleurs, de 1+4, soit un Chef de l'Etat, Joseph Kabila Kabange, et quatre Vice-présidents de la République, Jean-Pierre Bemba, Abdoulaye Yerodia Ndombasi, Arthur Zahidi Goma et Azarias Ruberwa.

De fait, pour l'intérêt de la paix et de l'unité nationale, le Président Joseph Kabila a accepté de partager son pouvoir avec les quatre Vice-présidents de la République et de préparer le processus des élections libres et démocratiques dans le pays.

Les élections générales de 2006 et la mise en place des institutions conformes à la nouvelle Constitution n'ont pas suffi à assurer la pacification de la partie orientale du pays. Le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) s'étant impliqué dans le processus de la lutte politique, un autre mouvement politico-militaire, le Congrès National pour la

Défense du Peuple (CNDP), soutenu de l'extérieur, a vu le jour dans l'Est du Congo, avec à sa tête le Général Nkunda Batware.

Il a fallu attendre, fin 2008 - début 2009, pour que l'Est de la République Démocratique du Congo retrouve momentanément la paix. Cela après la normalisation des relations du pays avec ses voisins, le Rwanda et l'Ouganda, qui engagèrent leurs troupes dans des opérations conjointes visant à anéantir l'action de leurs ressortissants rebelles réfugiés sur notre territoire. Kinshasa a dû, pendant un temps, réinstaurer son autorité sur cette partie du territoire congolais, tout en poursuivant des opérations de ratissage avec ou sans le concours de la Mission des Nations Unies au Congo (MONUC), débaptisée Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO).

Les efforts de Kinshasa, d'instaurer une paix durable dans la partie Est de son territoire, n'ont pas rencontré la contribution nécessaire de ses partenaires. La révélation par les Nations Unies et les services spéciaux congolais du soutien de Kigali et son implication dans la dernière mutinerie appelée mouvement « M23 »[7], lancée en avril 2012 par le général Bosco Ntaganda[8] et ses lieutenants, ne peut que convaincre les septiques sur des visées que d'autres peuples peuvent avoir sur le Congo. Il s'avère donc nécessaire que les Congolais se comportent

---

[7] M23 : une rébellion issue de l'ancien Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), un groupe rebelle qui a été intégré aux Forces Armées de la RDC (FARDC) suite aux accords du 23 mars 2009. Ne voulant pas être mutés vers d'autres régions du pays, ces anciens rebelles tenaient à s'établir uniquement au Kivu (Nord et Sud) à l'Est du Congo. L'insistance du gouvernement pour leur déploiement dans d'autres provinces du pays leur a donné le prétexte de violation par Kinshasa des accords du 23 mars 2009. D'où le déclenchement d'une nouvelle rébellion par le général Bosco Ntaganda, en avril 2012, avec la dénomination « Mouvement du 23 Mars ou M23 ».

[8] Quelque temps après son lancement, le M23 se scinda en deux groupes opposés, respectivement dirigés par Ntaganda et son colonel Sultani Makenga, autoproclamé général. L'aile Makenga prit le dessus et contraignit Ntaganda à se réfugier à l'Ambassade des USA à Kigali, dans des conditions non encore élucidées, avant de se livrer à la Cour Pénale Internationale de la Haye qui le recherchait depuis 2003, suite à son implication dans des crimes de guerre commis dans l'Ituri par le mouvement UPC (Union des Patriotes Congolais) de Thomas Lubanga (aujourd'hui condamné à la Haye), auquel il appartenait.

autrement et poursuivent ensemble, dans l'unité et avec amour et détermination, la lutte pour avoir une véritable paix à l'Est du pays.

L'action de la MONUC, dans cette partie du Congo, est diversement appréciée : grande déception pour certains et une nécessité pour les autres.

La déception est ressentie par ceux qui croient dans le rôle protecteur des forces des Nations Unies, mais qui n'ont jamais compris pourquoi les troupes de la Monuc n'ont pas pu empêcher les massacres de la population civile, plus particulièrement ceux des femmes, enfants et vieillards, parfois décimés sous leur nez, à proximité de leurs camps, où ces derniers se rendaient pour se réfugier, quand les troupes onusiennes refusaient de leur ouvrir des portes.

C'est ce qui a profondément choqué M. Bernard Kouchner, alors ministre des Affaires étrangères de France qui, voyant la réalité des faits sur le terrain au cours d'une visite à l'Est du Congo, s'est exclamé en disant : "*A quoi ça sert cette MONUC ?*" Le Chef de l'Etat français, M. François Hollande n'a pas aussi compris comment, avec 17 000 hommes de troupe, la mission des Nations Unies au Congo n'a pas réussi à imposer rapidement la paix à l'Est de la RDC.

Parlant à l'occasion de la remise du prix de la Fondation Chirac à un médecin congolais, Dr Mukwege, il a bien martelé cette observation qui ne cessera jamais d'interpeller tous ceux qui, à travers le monde, sont épris de paix et de justice.

Sidérés par l'attitude de cette institution, les Congolais eux-mêmes, de Kinshasa à Bukavu et à travers le monde, ont tenu à exprimer à l'opinion publique internationale, par des pétitions et des manifestations, leur mécontentement à l'égard de la mission des Nations Unies au Congo qu'ils accusaient, à tort ou à raison, de connivence avec leurs bourreaux.

Cette conviction a été lourdement corroborée par les propos d'un commandant des troupes indiennes de la MONUC qui n'a pas eu froid aux yeux pour afficher publiquement en mars 2008 son soutien à M. Nkunda Batware, le qualifiant de "*frère qui combat pour une cause noble*". Il s'agit là d'une déclaration surprenante pour quelqu'un censé combattre ce rebelle et ses hommes.